



Valérie Piller Carrard (PS/FR) est la présidente de Pro Familia. Odile Meylan

«Les mères ont besoin d'une vraie reconnaissance politique»

Valérie Piller Carrard Présidente de Pro Familia, la PS fribourgeoise est aussi mère de trois enfants. À l'occasion de la Fête des mères, elle défend la politique familiale.

Florent Quiquerez

Valérie Piller Carrard, si vous plongez dans vos souvenirs, c'est quoi le plus beau cadeau que vous avez reçu à la Fête des mères?

C'est le sourire de mes enfants, quand ils arrivent le matin dans la chambre avec leur cadeau. Quand ils étaient petits, ils étaient toujours tellement impatients de m'offrir ce qu'ils avaient préparé. Voir cette magie dans leurs yeux quand ils récitait par exemple leur poésie, c'est le plus beau des cadeaux. Aujourd'hui mes enfants sont un peu plus grands. Mais ils arrivent toujours avec un plateau pour que je puisse prendre le petit-déjeuner au lit. Rassurez-nous, vous avez aussi reçu ce genre de cadeaux qui finissent très vite à la poubelle? Honnêtement, non. Je trouve que les enseignants se donnent énormément de peine, afin de renouveler leurs idées. Je n'ai par exemple jamais reçu de colliers de pâtes. Ce sont plutôt des cadeaux sympas pour décorer la maison. Je les ai tous conservés précieusement.

La Fête des mères, ça représente quoi pour vous?

C'est le jour où on est reconnaissant envers sa maman. Où on a l'occasion de la remercier pour tout le travail de l'ombre qu'elle fait chaque jour. C'est un moment aussi où on exprime l'amour que l'on a pour elle.

Dédier un jour aux mères, ça peut aussi être à double tranchant. Un peu comme pour le 8 mars, on s'intéresse aux

revendications des femmes ce jour-là et on les oublie le reste de l'année.

L'engagement quotidien des mères est incroyable. Et cette journée permet de s'en souvenir et de le saluer. Mais cela n'enlève rien au fait que les mères méritent notre reconnaissance toute l'année. J'irais même plus loin: elles ont besoin d'une vraie reconnaissance politique. La maternité est une expérience incroyable, mais elle a des conséquences dans un parcours de vie, si on pense à la carrière professionnelle ou à la retraite. La politique familiale et sociale doit tenir compte de cela et corriger les impacts négatifs.

Le fait de devenir maman a-t-il été un frein ou un moteur dans votre engagement politique?

J'ai commencé à faire de la politique avant d'avoir des enfants et j'ai continué à en faire après. Ça n'a donc pas été un frein. Est-ce que ça a été un moteur? Ça a certainement eu un effet sur ma façon de faire de la politique.

En quoi ça l'a changée?

Je ne dirais pas que ça a changé ma façon de faire de la politique. Ça a plutôt renforcé mes convictions à m'engager dans certains domaines. Quand vous avez des enfants, vous êtes confrontée directement à la nécessité d'avoir des structures d'accueil abordables et de qualité.

La politique, c'est beaucoup de séances le soir et d'événements le week-end. Est-ce que vos enfants vous l'ont reproché?

Il ne faut pas se mentir, la politique, ça prend du temps. C'est

notamment lors des campagnes électorales, qui sont très intenses, que mes enfants ont pu me reprocher de ne pas être assez présente. Mais en parallèle, j'ai toujours senti un soutien de leur part. Savoir que j'ai l'appui de ma famille est indispensable pour continuer mon engagement.

«L'engagement quotidien des mères est incroyable. Et cette journée permet de s'en souvenir et de le saluer.»

Valérie Piller Carrard (PS/FR)

En Suisse, il n'y a jamais eu de conseillère fédérale avec des enfants en âge de scolarité. Que faut-il faire pour remédier à cela?

Peut-être élargir le Conseil fédéral à neuf membres. On constate que la charge est tellement lourde qu'elle est difficilement compatible avec une famille. Cela étant dit, le fait qu'il soit difficile pour les jeunes mères d'accéder au Conseil fédéral n'est pas exceptionnel. Elles ont les mêmes difficultés pour accéder aux postes à responsabilité sur le marché du travail. C'est pour cela qu'il faut développer des mesures qui permettent de concilier vie familiale et vie professionnelle. Cela passe aussi par une meilleure répartition des tâches éducatives dans le couple.

Sans cet équilibre, c'est compliqué de motiver les femmes à faire carrière, que ce soit en politique ou dans le monde professionnel. **Vous êtes présidente de Pro Familia. Est-ce que la politique familiale existe dans ce pays, ou est-ce un leurre?**

Ces vingt dernières années, on a réussi à instaurer un congé maternité, un congé paternité et on a réussi à reconduire à plusieurs reprises les programmes d'impulsion pour la création de places de crèche. Ce n'est pas toujours facile, mais on avance. Par contre, il y a des thèmes qu'on n'arrive pas à imposer comme priorité. Je pense à la pauvreté des familles. Aujourd'hui, le fait d'avoir des enfants peut vous mettre dans de graves difficultés financières. Il est de notre devoir d'apporter des solutions concrètes, comme des prestations complémentaires pour les familles. C'est important, car quand les familles vont bien, c'est toute la société qui en profite.

Le problème, c'est que les partis ne font pas de politique familiale. Ils servent leurs électeurs en soutenant certains modèles de famille, qui pour favoriser la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle, qui pour soutenir les mères au foyer.

On arrive à trouver des compromis. Cette semaine, nous avons réussi à nous mettre d'accord pour créer une nouvelle allocation pour les frais de garde. Cela permettra d'alléger les charges pour les familles. L'initiative du PS sur les crèches est aussi soutenue par une large alliance. Et d'autres sujets ont permis de

trouver des compromis: je pense à la possibilité de prolonger – ou de transférer – les congés maternité en cas du décès de l'enfant ou de la mère. De la même manière, on peut trouver une majorité pour instaurer des congés pour les parents qui ont un enfant gravement malade. Ça prend du temps, beaucoup d'énergie, mais on progresse.

Vous prenez l'exemple de l'allocation des frais de garde. N'est-elle pas injuste pour les mères qui décident de garder leurs enfants?

Les politiques doivent s'assurer qu'il y ait suffisamment de structures abordables pour permettre aux familles de choisir. Je respecte la décision que font certaines mères de rester à la maison. Par contre, on ne peut pas accepter que d'autres mettent de côté leur carrière, car l'offre d'accueil n'est pas suffisante ou trop chère. Arrêter de travailler n'est pas un choix anodin. Non seulement il devient plus difficile de revenir sur le marché du travail, mais arrêter de travailler – ou réduire son temps de travail – a aussi un impact important à la retraite. Les femmes sont souvent plus pauvres à la retraite – parce qu'elles ont réduit leur temps de travail.

En Suisse, le taux de natalité est arrivé à un plus bas historique avec 1,4 enfant par femme. Avec trois enfants, avez-vous l'impression d'être en décalage avec la société?

Pas du tout. J'ai toujours voulu avoir trois enfants. Et ça tombait bien, car mon conjoint aussi. On

ne s'est pas forcément posé trop de questions.

Faut-il s'inquiéter de cette baisse permanente du taux de natalité?

Il faut se questionner et essayer de comprendre pourquoi ça se produit. C'est un problème qui ne concerne pas que la Suisse, et contre lequel plusieurs pays essaient de lutter. On doit apporter le plus de mesures pour que les familles qui veulent avoir des enfants ne soient pas empêchées de le faire. Cela peut passer par des aides directes, comme les allocations familiales, ou à travers l'introduction de congés parentaux. Mais il faut être conscient d'une chose: au final, le désir d'avoir un, deux, trois enfants est un choix qui se fait au sein du couple. L'intervention de l'État est secondaire.

En Hongrie, les femmes ne paient plus d'impôts sur le revenu à partir du deuxième enfant. Vous ne pensez pas que ça aura un effet?

L'impact sera marginal selon moi. La question financière n'est pas centrale dans le choix de faire un enfant. Et on ne peut pas non plus nier que l'ambiance générale n'est pas très positive. Entre le réchauffement climatique, le retour de la guerre en Europe et la montée des extrêmes, je peux comprendre que beaucoup de couples s'interrogent sur l'avenir. Entre ceux qui se disent qu'ils ne veulent pas faire d'enfants dans ce monde-là et ceux qui se disent qu'il faut justement en faire pour qu'ils puissent changer la société, c'est presque une confrontation philosophique.